

# BUDGET FÉDÉRAL 2022

CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA ———→ CANADA 2030

*Un parcours d'occasions et d'incertitudes*





*Le Centre pour l'avenir du Canada contribue à l'exploration de nouvelles idées, opinions et perspectives portant sur les enjeux nationaux les plus importants de notre pays, dans le but d'aider à faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de croissance et de compétitivité. Son équipe est composée de professionnels de Deloitte qui comptent parmi les penseurs les plus innovateurs et qui sont des leaders expérimentés et des influenceurs appréciés dans leur domaine respectif.* →



Pour visualiser ce document sur une seule page, ou pour activer le défilement sur une seule page dans Adobe Acrobat Reader, choisissez **Affichage > Affichage de page**, et sélectionnez l'une des mises en page suivantes :

**Une seule page** : affiche une seule page à la fois, sans aucune partie visible sur les autres pages.

**Activer le défilement** : affiche les pages dans un format vertical continu d'une largeur d'une seule page.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	→	<b>4</b>
<b>Canada 2030</b>	→	<b>6</b>
<b>Secteurs</b>	→	<b>12</b>
Gouvernement et secteur public	→	<b>13</b>
Énergie, ressources et produits industriels	→	<b>17</b>
<b>Conclusion</b>	→	<b>20</b>
<b>Personnes-ressources</b>	→	<b>22</b>

# INTRODUCTION

*Le budget fédéral de 2022 est présenté dans une période de grands changements et de grandes occasions pour le Canada et pour l'ensemble de la planète. Dans un contexte marqué par la pandémie, l'instabilité géopolitique croissante, les catastrophes naturelles alimentées par les changements climatiques, les pénuries affectant les chaînes d'approvisionnement et les bouleversements économiques sur les marchés mondiaux, les Canadiens vivent dans une ambiguïté perpétuelle.*





→ Deloitte

compte plus de 165 ans d'expérience à œuvrer auprès de clients et de collectivités pour appréhender les incertitudes de notre époque : fragmentation des économies, technologies perturbatrices, évolution rapide des attentes des talents et turbulences incessantes dans les environnements nationaux et internationaux.

Compte tenu de notre histoire, de notre diversité et de notre portée, nous offrons chez Deloitte des perspectives uniques sur les politiques gouvernementales et sectorielles qui aideront à propulser le Canada vers une nouvelle voie de croissance inclusive et de compétitivité. Dans notre premier rapport Catalyseur, intitulé *Une vision pour un Canada prospère en 2030*, publié en 2020, nous avons démontré que la population vieillissante, la faible croissance de la productivité, le manque d'investissements et les résultats économiques médiocres pour les communautés privées d'équité menaient déjà vers une faible croissance économique, une stagnation du niveau de vie et un ralentissement des progrès par rapport aux priorités nationales dans le contexte d'une économie mondiale de plus en plus concurrentielle.

Les perspectives de croissance économique au Canada deux ans plus tard dépendent encore de l'amélioration de la productivité, de l'inclusion et de l'élan pour accroître la résilience de la population, des secteurs et des systèmes sociétaux.

Dans les pages suivantes, des leaders d'opinion du Centre pour l'avenir du Canada de Deloitte examinent le budget de 2022 du point de vue de sa capacité à accroître la prospérité et à promouvoir l'inclusion et la participation. Même si le Canada devra faire face à d'autres défis, façonnés par des forces et des événements qui vont au-delà de notre expérience humaine antérieure, considérer l'incertitude comme un état d'esprit menant à des occasions et être inébranlables dans notre engagement à l'égard de l'équité permettront à tous les Canadiens de jouer un rôle actif et de prospérer.

**ANTHONY VIEL**  
Associé directeur  
et chef de la direction

---

# CANADA 2030 :

---

# POINT SUR

---

# LES PROGRÈS

---

# ACCOMPLIS

---



## Contexte de haut niveau

Même avant la pandémie de COVID-19, le Canada n'était pas engagé sur une voie prometteuse. En tenant compte des tendances de longue date qui limitent la productivité et la croissance économique, Deloitte a consulté des leaders d'affaires et des jeunes de partout au pays pour envisager une nouvelle voie vers un avenir prospère et résilient, que nous présentons dans notre [vision pour un Canada prospère en 2030](#) (*Catalyseur 2030*).

Notre vision est axée sur l'amélioration de la résilience dans les trois aspects suivants : **population, secteurs et systèmes sociétaux**. Nous avons recommandé que le Canada amorce un parcours qui permettra d'obtenir des résultats économiques plus équitables et plus inclusifs pour tous les travailleurs canadiens, de bâtir des entreprises canadiennes plus concurrentielles à l'échelle mondiale et de mieux se préparer à la prochaine crise sanitaire, économique ou environnementale.

Dans notre son [analyse de l'an dernier](#), Deloitte a conclu que le budget de 2021 mettait l'accent sur les investissements favorisant une reprise équitale après la pandémie pour le plus grand nombre de Canadiens possible. Cela dit, nous étions également d'avis qu'il fallait en faire plus pour augmenter la productivité et la compétitivité.

Le budget de 2022 vise maintenant à assurer la croissance de l'économie canadienne malgré les vagues des nouveaux variants

de la COVID-19 et les bouleversements géopolitiques. Deloitte fait une évaluation ambivalente du budget de 2022 en ce qui a trait à l'impératif de favoriser une croissance économique plus forte. Il s'agit encore d'un budget axé sur les dépenses, bien que celles-ci soient moins élevées que prévu. En effet, le gouvernement annonce pour les cinq prochaines années de nouvelles mesures totalisant près de 60 milliards de dollars dont le financement découle en grande partie de la forte hausse des activités économiques et de l'augmentation des recettes gouvernementales supplémentaires.

Même si les dépenses contribueront à stimuler la croissance à court terme, l'économie canadienne continue d'afficher son taux d'inflation le plus élevé depuis trois décennies et un creux record du taux de chômage. La Banque du Canada a fait savoir qu'elle augmenterait les taux d'intérêt, provoquant un désalignement des politiques monétaires et budgétaires. Le budget de 2022 fait état d'une baisse du déficit au cours des cinq prochaines années, mais cinq autres budgets seront présentés durant cette période et il y a actuellement des dépenses impératives non budgétisées. Le budget montre également que la dette nette en proportion de l'économie va chuter de 46,5 % en 2021-2022 à 41,5 % en 2026-2027. Ce taux est beaucoup plus élevé que le ratio de la dette au PIB d'environ 30 % avant la pandémie, mais permettra au Canada de maintenir sa position favorable par rapport à bon nombre de ses homologues internationaux.

L'enjeu économique le plus important est l'absence d'un solide cadre de croissance à long terme pour les nouvelles mesures de dépenses. Bien que les priorités correspondent aux principales préoccupations des électeurs, certaines auront plus d'incidence que d'autres sur l'accroissement de la prospérité à long terme du Canada.

Le financement supplémentaire pour la réconciliation, y compris les mesures visant à améliorer le logement et les infrastructures, est essentiel pour régler le problème de bilans inacceptables chez les peuples autochtones. La lutte contre les inégalités subies par les Autochtones est associée non seulement à des gains sur le plan social, mais aussi à d'importantes retombées économiques. Si elle est réalisée dans un véritable partenariat, la réconciliation assurera une plus grande prospérité pour tous les Canadiens.

Le budget de 2022 prévoit également des initiatives vertes de 7,5 milliards de dollars pour aider le Canada à atteindre son objectif de carboneutralité d'ici 2050 en soutenant le captage et le stockage du carbone. Dans le cadre de la modélisation que Deloitte a effectuée pour son rapport Catalyseur 2030, il a été établi que le captage et le stockage du carbone étaient essentiels à la transition du secteur de l'énergie au Canada pour réduire les émissions et les coûts. Les crédits d'impôt importants prévus dans le budget de 2022 contribueront à éliminer bon nombre des obstacles à l'investissement dans les occasions de captage et de stockage du carbone à grande et à petite échelle. Il convient également de noter que le financement déjà annoncé par le gouvernement fédéral pour l'éducation préscolaire et la garde d'enfants est maintenant intégré dans les projections financières du budget de 2022 et peut

contribuer à stimuler la croissance économique à long terme en améliorant la participation au marché du travail et le perfectionnement des Canadiennes. Enfin, le budget fait état de fonds supplémentaires pour aider les nouveaux arrivants à s'installer, ce qui est un avantage économique étant donné que les immigrants sont les plus grands contributeurs à la croissance de la main-d'œuvre et au PIB total.

D'autres mesures, cependant, ne sont pas associées aux mêmes rendements à long terme. On peut avancer l'argument économique selon lequel le prix élevé du logement est un désavantage concurrentiel, ce qui compromet la capacité de notre pays à attirer des talents, à faire croître la main-d'œuvre dans des secteurs économiques clés et à contribuer à une plus grande égalité. Bien que nous soyons heureux qu'un ensemble d'initiatives sur cette importante priorité soit proposé, les nouvelles annonces budgétaires auront probablement un effet limité. Toute mesure qui stimule la demande, comme le nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, peut aussi avoir pour effet de faire augmenter les prix. Par ailleurs, la capacité du gouvernement fédéral à modifier l'offre de logements est limitée. Il est peu probable que l'engagement pris dans le budget de 2022 de construire 100 000 nouvelles unités d'habitation au cours des cinq prochaines années améliore considérablement l'abordabilité. Cela pourrait même avoir un effet inflationniste en raison de l'augmentation de la demande de construction alors que le secteur et ses travailleurs sont déjà au maximum de leur capacité. La charte des droits des acheteurs de propriété est prometteuse, mais une conception minutieuse est nécessaire pour veiller à ce que tous les acheteurs au pays puissent en profiter.

**Vous trouverez ci-dessous d'autres points importants à retenir de ce budget par rapport à la vision présentée dans *Catalyseur 2030*.**

### **Population**

La constitution d'une main-d'œuvre moderne et adaptable est essentielle à la croissance économique à long terme du Canada. Ce budget reconnaît clairement que le développement et le maintien d'une main-d'œuvre talentueuse et diversifiée passeront par l'immigration, mais nous aurions souhaité que plus de soutien soit prévu pour favoriser la transition vers une main-d'œuvre inclusive, prête à fonctionner dans une économie à la fois écologique et numérique.

Pour y parvenir, les gouvernements devraient garantir l'accès des Canadiens à l'infrastructure numérique et à un soutien à l'emploi modernisé. Il y a lieu de continuer à accorder une attention particulière aux segments qui sont déjà menacés d'être exclus de la population active, notamment les femmes, les Autochtones, les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les habitants des régions rurales, les nouveaux arrivants au Canada et les personnes en situation de handicap. Des investissements supplémentaires sont toujours nécessaires dans le domaine de l'éducation et de la formation pour les jeunes Autochtones, qui contribueront à la prospérité et à la croissance accrues de l'économie canadienne ainsi qu'à des gains réels du PIB.

Le budget de 2022 accorde 272,6 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer la mise en œuvre d'une stratégie d'emploi afin que les personnes en situation de handicap puissent participer pleinement à une économie inclusive. De ce montant, une tranche de 20 millions est attribuée au programme

Prêts, disponibles et capables pour aider les personnes atteintes d'un trouble du spectre de l'autisme ou ayant des déficiences intellectuelles à trouver un emploi.

Le nouveau rapport de Deloitte, intitulé [\*S'ouvrir à la neurodiversité au travail : comment les Canadiens atteints d'autisme peuvent aider les employeurs à combler la pénurie de talents\*](#), révèle que de nombreux adultes autistes doivent faire face à des obstacles dans leur recherche d'emploi, même s'ils offrent des compétences et des qualités recherchées par les employeurs. Nous sommes satisfaits que le gouvernement propose un investissement significatif en réponse à ce problème. Investir dans l'activité globale sur le marché du travail augmenterait la croissance moyenne du PIB réel et rehausserait le taux de croissance économique tendanciel annuel.

### **Secteurs**

La vision qu'entretient Deloitte de la prospérité du Canada repose sur des entreprises et des secteurs plus compétitifs à l'échelle mondiale. Si le Canada effectuait des investissements dans l'innovation et la propriété individuelle, il pourrait accroître son capital-actions et devenir un leader mondial. Le budget de 2022 annonce quelques mesures notables à l'appui de cette vision, notamment le lancement du fonds de croissance du Canada, en vue d'attirer des investissements du secteur privé dans les technologies et les secteurs canadiens, et la création d'une nouvelle agence canadienne d'innovation et d'investissement afin de commercialiser et de stimuler l'innovation et la recherche et le développement (R&D) au Canada. Le budget fournit également 750 millions de dollars sur six ans pour soutenir la croissance des grappes d'innovation mondiales du Canada et le développement des écosystèmes d'innovation dans l'économie canadienne.

Dans notre rapport intitulé [Innovation des entreprises en expansion : faire du Canada un leader mondial](#), les leaders de certaines des entreprises qui connaissent la croissance la plus rapide au Canada ont nommé les principaux obstacles à leur croissance : attirer et fidéliser les talents, développer et commercialiser de nouveaux produits et services, et prendre de l'expansion à l'étranger. Même si le problème des talents doit recevoir encore plus d'attention, les annonces du budget de 2022 en innovation pourraient contribuer à créer un contexte favorable à l'émergence de champions mondiaux et dynamiser le PIB du Canada. Le gouvernement s'est engagé à fournir plus de détails ultérieurement.

L'innovation dépend de plus en plus des droits sur la propriété intellectuelle et les données; toutefois, lorsqu'il s'agit de demander des brevets et de les utiliser de manière stratégique, le Canada accuse un retard par rapport aux autres pays développés. Dans un effort visant à réduire cet écart, le budget s'engage à bâtir un régime de propriété intellectuelle de calibre mondial en fournissant 96,6 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2022-2023 et 22,9 millions par la suite, afin d'aider les étudiants, les chercheurs et les entreprises à exploiter leur travail et à générer des retombées commerciales. Dans le rapport Catalyseur 2030, nous recommandons que le gouvernement

fédéral élargisse sa stratégie de propriété intellectuelle afin d'offrir une ressource centralisée pour que les universités et les collèges poursuivent leurs travaux de recherche, et de veiller à ce que les entreprises canadiennes aient accès à des technologies de pointe, conçues au Canada. Ainsi, nous sommes satisfaits que cet investissement ait été annoncé. Le budget de 2022 propose également de s'assurer que la propriété intellectuelle du secteur public sera plus utilisée pour aider les entreprises canadiennes, et qu'il sera plus facile d'accéder à des services de propriété intellectuelle de base. Dans notre rapport Catalyseur 2030, nous exhortons aussi le gouvernement à fournir aux chercheurs un accès à des initiatives d'éducation sur la propriété intellectuelle et à aider les collèges et les universités à gérer les coûts liés à la création, à la protection et à la stratégie de propriété intellectuelle, mais le budget ne fait pas mention de mesures à cet égard.

### **Systemes sociaux**

Pour que le Canada prospère au cours de la prochaine décennie, nous devons devenir une société résiliente et prête à réagir à la prochaine crise. Nous sommes tenus notamment de faire des progrès réels en matière d'émissions et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et leur santé financière générale.

Dans le rapport *Catalyseur 2030*, nous avons mis en lumière la nécessité de réformer les programmes de sécurité du revenu pour qu'un plus grand nombre de Canadiens, y compris les travailleurs à la tâche à temps partiel, les travailleurs autonomes et les contractuels, puissent s'en prévaloir. Nous mentionnions également que le gouvernement fédéral avait promis d'élargir l'accès au programme d'assurance-emploi, mais qu'il serait nécessaire d'adopter une approche étayée par des preuves et coordonnée avec les systèmes de sécurité provinciaux. Le budget indique que des changements plus importants seront apportés au programme d'assurance-emploi, et nous examinerons ce plan à long terme avec attention lorsqu'il aura été annoncé.

Bien que le programme de soins dentaires pour les familles à faible revenu présenté dans ce budget ait un potentiel de croissance économique limité, Deloitte est d'avis qu'il contribuera à réduire les inégalités. Un montant de 5,3 milliards de dollars sur cinq ans est prévu à compter de 2022-2023, et 1,7 milliard par la suite. Le régime couvrira d'abord les personnes de moins de 12 ans en 2022 et sera ensuite élargi aux moins de 18 ans, aux aînés et aux personnes en situation de handicap en 2023. La mise en œuvre complète est prévue pour 2025.

---

# **BUDGET 2022 : RÉPERCUSSIONS SUR DEUX SECTEURS CLÉS**

---

**Gouvernement et secteur public**

---

**Énergie, ressources et produits industriels**

---





## Gouvernement et secteur public



### **Shannon Lundquist**

Leader, Compte du gouvernement fédéral  
Deloitte Canada

« Le budget de cette année prévoit des investissements importants du gouvernement dans des domaines qui auront une incidence sur la capacité du Canada à prospérer, notamment la défense et la cybersécurité, la santé, l'immigration et les infrastructures. Il s'agit d'une injection de financement fédéral nécessaire à un moment où notre pays a traversé beaucoup d'épreuves. La principale question à laquelle Deloitte cherche maintenant à répondre est la suivante : comment le Canada peut-il utiliser les investissements prévus dans ce budget pour continuer de maintenir l'élan afin que tous les ordres de gouvernement servent efficacement le Canada et tous les Canadiens? Comment cela nous aidera-t-il à prospérer? »

# Gouvernement et secteur public



## Dépenses dans la défense et la sécurité

Le budget fédéral accorde 8 milliards de dollars sur cinq ans au ministère de la Défense nationale. Précipitée par la nécessité de renforcer la capacité de dissuasion de l'OTAN dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'instabilité géopolitique qui en découle, cette augmentation porte le budget militaire du Canada à 1,5 % de son PIB, ce qui est encore inférieur au seuil de 2 % préconisé par l'OTAN. Deloitte recherchera des investissements stratégiques pour moderniser le secteur de la défense et en assurer la pérennité, en plus de l'engagement à procéder à un nouvel examen de la politique de défense. Au cours des prochaines années, il sera important que le gouvernement continue d'évaluer l'incidence de ses objectifs de défense sur ses objectifs de carboneutralité.

Comme le Canada est vulnérable aux cyberattaques, nous sommes heureux de voir que la cybersécurité est une priorité dans le présent budget en ce qui concerne la sécurité nationale. Un montant de 875,2 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2022-2023 est alloué à la cybersécurité, ainsi qu'un montant de 238,2 millions pour renforcer la capacité du Centre de la sécurité des télécommunications à prévenir et contrer les cyberattaques, et élargir les défenses de cybersécurité des principaux systèmes gouvernementaux.

## Immigration

Comme nous l'avons mentionné, l'immigration demeurera [la principale source](#) de croissance de la main-d'œuvre canadienne et du PIB total. Le gouvernement fédéral a annoncé un ambitieux Plan des niveaux d'immigration, qui prévoit 1,3 million de nouveaux arrivants au cours des trois prochaines années, mettant ainsi le Canada sur la bonne voie pour atteindre 42 millions d'habitants d'ici 2030. Cela pourrait accroître notre productivité et réduire l'incidence du vieillissement de notre population, comme le souligne notre rapport Catalyseur 2030.

Nous sommes heureux de constater que des fonds sont prévus pour réduire les arriérés dans le traitement des demandes d'immigration de candidats qualifiés, car les temps d'attente actuels se situent entre 20 et 36 mois. Nous sommes également satisfaits de voir comment le budget cherche à atteindre l'équilibre entre les objectifs humanitaires et économiques d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par l'augmentation des investissements en dotation et en technologie, de sorte qu'aucun des deux objectifs n'aura à souffrir lorsque l'on concentrera sur l'autre.

Deloitte est également heureux de constater des investissements continus dans les services offerts aux immigrants après leur arrivée. Des [recherches](#) antérieures ont montré que les plans

d'emploi et les services financiers pour les nouveaux arrivants les aident à obtenir des revenus plus élevés. Le rapport Catalyseur 2030 explique comment cela peut aider les nouveaux immigrants à devenir des contributeurs et des bénéficiaires d'une économie canadienne prospère.

### **Modernisation des soins de santé**

Comme la pandémie de COVID-19 nous l'a clairement démontré, le Canada doit moderniser son système de soins de santé. Les investissements dans les soins de santé offrent d'importantes possibilités de créer un système plus résilient, notamment une main-d'œuvre bien soutenue et des chaînes d'approvisionnement protégées. Le principal élément du budget de cette année concernant les soins de santé est le programme universel de soins dentaires, et la modernisation générale du système est reléguée au second plan. Seulement 1,2 milliard de dollars ont été alloués à l'Accord sur la relance sécuritaire pour accroître la capacité en soins de santé.

D'ici 2030, la proportion de Canadiens de plus de 65 ans devrait presque doubler, de sorte que le nombre de personnes atteintes de maladies chroniques, comme la démence, et la demande de soutien de la population vieillissante continueront d'augmenter. Il est donc essentiel de transformer l'écosystème des soins aux personnes âgées du Canada. Dans [l'exposé de politique de Deloitte sur les soins aux aînés](#), nous avons recommandé l'établissement de normes pancanadiennes,

l'utilisation d'une méthode de collecte de données responsable et la mise en place d'une main-d'œuvre solide dans le domaine des soins aux aînés. Nous sommes heureux de constater une augmentation de 68,2 milliards de dollars du financement du programme de la Sécurité de la vieillesse, l'engagement à étudier l'idée d'une allocation pour les aînés souhaitant vieillir à la maison, et un financement de 20 millions de dollars sur deux ans pour le programme élargi Nouveaux Horizons pour les aînés afin d'aider ceux-ci à participer pleinement à leur collectivité. Nous souhaiterions qu'il y ait plus de collaboration pour renforcer la main-d'œuvre qui s'occupera des aînés. En plus d'être la bonne chose à faire, l'adoption d'une approche plus holistique des soins de santé aux aînés aidera à gérer les coûts futurs des soins de santé.

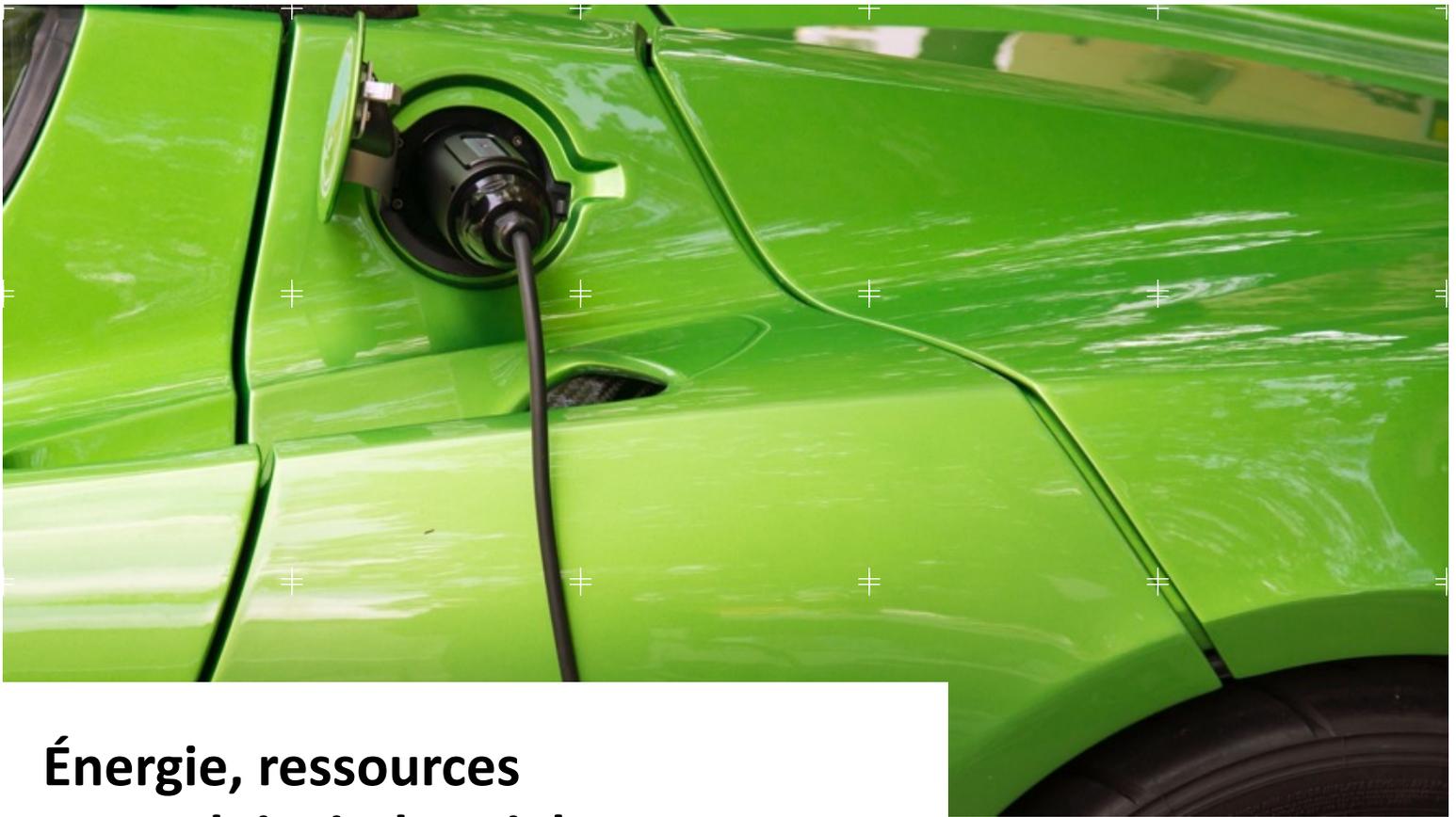
Des investissements spéciaux substantiels sont nécessaires pour combler les lacunes en santé pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Le budget de 2022 propose d'investir 268 millions de dollars en 2022-2023 pour les soins de santé dans les communautés des Premières Nations vivant dans des réserves éloignées et 190,5 millions pour atténuer les répercussions continues de la COVID-19. Ce montant est inférieur aux 1,44 milliard de dollars demandés par l'Assemblée des Premières Nations dans son mémoire prébudgétaire de 2022 pour une transformation des services de santé.

### **Investissements destinés aux Autochtones**

Pour aider à respecter les engagements de réconciliation, il y a un besoin impérieux d'investissements dans les infrastructures des communautés autochtones. Les zones critiques comprennent le logement abordable, l'eau, les eaux usées, l'électricité et d'autres services publics. Le budget de 2022 prévoit 398 millions de dollars sur deux ans pour les infrastructures dans les communautés autochtones, en mettant l'accent sur les infrastructures d'approvisionnement en eau. Un montant additionnel de 173 millions de dollars sur 10 ans sera dépensé pour appuyer le transfert des services d'eau à l'Autorité de gestion des eaux des Premières Nations de l'Atlantique, une étape positive vers l'autodétermination. Toutefois, les engagements du budget de cette année ne sont qu'un début pour combler les écarts entre les communautés autochtones et le reste du Canada. Le gouvernement fédéral devrait envisager d'investir dans la création

de nouvelles institutions financières autochtones et dans le soutien sous forme de prêts afin que les gouvernements autochtones locaux puissent commencer à obtenir des prêts stables à long terme. Cela permettra de financer les grands investissements nécessaires et d'attirer de nouveaux investisseurs dans ces communautés.

L'accès à un logement convenable et abordable est également essentiel pour que tous les peuples des Premières Nations, des Inuits et des Métis puissent vivre dans la dignité, quel que soit leur lieu de résidence. Nous sommes encouragés de voir un certain nombre d'investissements totalisant 4 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir le logement dans les communautés autochtones, mais cela ne répond pas aux besoins immédiats de refuges sécuritaires cernés par les organisations représentant les peuples autochtones.



## Énergie, ressources et produits industriels



**Sippy Chhina**  
Vice-présidente  
Deloitte Canada

« Au Canada, nous avons les ressources naturelles et la capacité de les produire de manière durable et responsable. Nous avons également le talent et la détermination nécessaires pour devenir un leader dans le domaine des technologies propres. Ces facteurs, combinés au fait que nous avons pour voisin le plus grand marché de consommation, nous donnent l'occasion d'être à la fois un partenaire clé en sécurité énergétique mondiale et une solution pour éliminer efficacement les émissions de carbone des chaînes d'approvisionnement, et avancer vers la réalisation de nos objectifs climatiques. Bon nombre des investissements effectués dans le budget de 2022 permettront au Canada de tirer parti de cette occasion importante. »

# Énergie, ressources et produits industriels



## Changements climatiques

Le Canada se trouve à un moment charnière de son parcours de décarbonation. Bien que d'autres détails soient nécessaires, nous avons été satisfaits lorsque le gouvernement fédéral a publié son Plan de réduction des émissions pour 2030 (PRE), qui prévoit de nouveaux investissements de 9,1 milliards de dollars pour aider le Canada à atteindre son objectif de réduction des émissions de 40 % à 45 % en deçà des niveaux de 2005 et une neutralité carbone d'ici 2050.

Le budget de 2022 s'appuie sur les investissements prévus dans le PRE pour 2030 en affectant 15 milliards de dollars au nouveau fonds de croissance du Canada. Le rapport de Deloitte intitulé, [\*Bâtir l'avenir du Canada : maximiser l'infrastructure d'énergie propre pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050\*](#), a souligné le rôle important que joue le gouvernement fédéral dans la coordination de l'action climatique et dans la réalisation d'investissements. Ce fonds pourrait avoir un rôle déterminant pour stimuler les investissements du secteur privé nécessaires à la transition vers une économie propre et prospère.

## Solutions axées sur la nature

Le budget de 2022 propose d'investir 780 millions de dollars sur cinq ans pour élargir le Fonds des solutions climatiques axées sur la nature afin d'appuyer les solutions qui contribuent à la réduction des émissions et au renforcement de la

résilience du Canada face aux changements climatiques. Le rapport de Deloitte, intitulé [\*Promesses, promesses : respecter les engagements climatiques du Canada et la réconciliation avec les Autochtones\*](#), a souligné l'importance de la participation et du consentement des peuples autochtones, qui sont des chefs de file dans l'atténuation des changements climatiques et la planification des relations avec la terre, dans le succès des solutions axées sur la nature. Bien que le budget de 2022 ne fournisse pas beaucoup de détails, nous espérons que les fonds serviront à appuyer les efforts de réconciliation du gouvernement fédéral en soutenant des projets de conservation dirigés par des Autochtones.

## Énergie, services publics et énergies renouvelables

Le budget de 2022 prévoit l'affectation de 250 millions de dollars à des projets d'électricité propre et de 600 millions à l'électricité renouvelable et à la modernisation du réseau. [\*L'objectif\*](#) du gouvernement libéral de créer un réseau électrique carboneutre d'ici 2035 sera un défi de taille, surtout compte tenu de l'augmentation prévue de la consommation d'énergie résultant de l'électrification et de la numérisation de notre économie. Toute solution nécessitera une coordination des secteurs public et privé avec le gouvernement fédéral, réunissant les intervenants pour améliorer le partage de l'électricité renouvelable et l'innovation dans l'ensemble du pays.

### **Minéraux critiques**

Le budget de 2022 prévoit l'affectation de 3,8 milliards de dollars sur huit ans à la mise en œuvre d'une stratégie sur les minéraux critiques afin d'élargir la chaîne de valeur des véhicules canadiens zéro émission. La croissance du secteur minier canadien peut contribuer à créer des possibilités d'emploi durables et des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, tout en favorisant la croissance et la diversification de notre économie. Nous croyons que cette stratégie pourrait être un facteur clé dans la décarbonation du secteur des transports au Canada, mais cette transformation ne réussira que si le gouvernement fédéral prend l'initiative d'établir une feuille de route nationale cohérente pour le transport zéro émission.

# CONCLUSION

*Le budget de 2022 contient des investissements qui visent à traiter les problèmes et les inquiétudes des Canadiens, comme la santé, la défense et les changements climatiques, tandis que nous entamons la troisième année de la pandémie de COVID-19.*





→ Même si des mesures sont prévues pour soutenir les Canadiens et l'économie, l'analyse de Deloitte du budget de 2022 est ambivalente par rapport à l'impératif de favoriser une croissance économique plus forte, surtout en période d'incertitude économique et en prévision de la prochaine crise. Les investissements en faveur de la réconciliation, de la transition verte et des services de garde d'enfants sont ceux qui ont le plus d'influence sur la prospérité à long terme.

D'un point de vue économique, nous recommandons un cadre de croissance à long terme plus solide pour tenir compte des nouvelles mesures de dépenses. Comme Deloitte [l'a déjà déclaré](#), le Canada doit respecter les traités et soutenir les peuples autochtones qui cherchent à obtenir leur autodétermination et leur indépendance économique. Il reste beaucoup de travail pour résoudre les revendications territoriales et mettre en œuvre l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones. Nous encourageons le Canada à tirer parti des progrès réalisés jusqu'à maintenant dans le cadre du processus de réconciliation en prenant d'autres engagements liés aux ressources avec des cibles et des échéanciers fermes, et en collaborant avec les peuples et les collectivités autochtones pour renforcer la prospérité économique.

À mesure que les détails de la mise en œuvre du présent budget seront finalisés dans les mois à venir, nous encourageons le gouvernement à se concentrer sur la constitution d'une main-d'œuvre moderne et souple, qui est préparée pour un avenir vert et numérique, sur des entreprises et des secteurs plus concurrentiels à l'échelle mondiale et sur des systèmes sociaux prêts à absorber les crises et les chocs futurs.

# PERSONNES-RESSOURCES

**Charles Perron**

Associé principal  
Services aux clients autochtones  
cperron@deloitte.ca

**Shannon Lundquist**

Leader, Compte du gouvernement fédéral  
Deloitte Canada  
slundquist@deloitte.ca

**Sippy Chhina**

Vice-présidente  
Deloitte Canada  
schhina@deloitte.ca

**Alexandra Wilkinson**

Directrice principale, Politique publique  
Centre pour l'avenir du Canada  
alwilkinson@deloitte.ca



## À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500<sup>MD</sup> par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir [www.deloitte.com/ca/apropos](http://www.deloitte.com/ca/apropos).

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#), ou [Facebook](#).